

Patrick Chevallereau, ancien vice-amiral et distinguished fellow de RUSI

Contre la Russie : une position forte plus facile à prendre

Bien que la guerre en Ukraine ait suscité des inquiétudes au sein de l'opinion publique française quant aux menaces extérieures, la sécurité a attiré moins d'attention que le pouvoir d'achat (dans la vie quotidienne) et la sécurité intérieure, et a été un sujet limité. Bien que la guerre et les sanctions contre la Russie affectent également le pouvoir d'achat (en raison de la hausse des prix de l'énergie, par exemple), elles n'ont pas été prises en compte en lien avec celui-ci.

Néanmoins, après le second tour de scrutin contre Le Pen, qui s'est autoproclamée 'défenseur du pouvoir d'achat', la pression sur M. Macron (qui le rend donc moins susceptible d'imposer des sanctions plus fortes) pourrait s'atténuer.

M. Macron a d'abord déployé des efforts diplomatiques auprès du président russe Vladimir Poutine. Il croyait au pouvoir des relations personnelles et pensait pouvoir le persuader. Mais les choses ont changé. Il gardera la porte ouverte au dialogue et adoptera une position ferme, tant sur les sanctions contre la Russie que sur les transferts d'armes vers l'Ukraine. La France est d'ailleurs devenue plus favorable à un embargo sur le pétrole et le gaz en provenance de Russie.

Mme Le Pen a déclaré qu'elle quitterait la structure militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) si elle était élue. Elle a expliqué que les militaires français seraient plus libres et plus influents, mais c'est tout le contraire.

Mon expérience des structures militaires de l'OTAN le montre. L'influence de la France sera définitivement affaiblie, en tant que pays ne partageant pas les responsabilités au sein de l'OTAN. La France aurait été isolée des autres pays européens qui sont membres de l'Union européenne et qui sont également membres de l'OTAN.

La politique de rapprochement avec la Russie était également un mauvais scénario qui aurait sûrement refroidi les relations avec les États-Unis et rendu l'architecture de sécurité plus fragile.